

# L'Humanité : journal socialiste quotidien

Parti communiste français. Auteur du texte. L'Humanité : journal socialiste quotidien. 1921-05-30.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).

**ABONNEMENTS**

1 an	6 mois	3 mois
Paris, Seine et Seine-et-Oise	55 fr. 25 fr. 15 fr.	
Départements et Colonies	60 » 30 » 18 fr.	
Etranger	70 » 35 » 19 fr.	

Chèque postal : 209-61

# L'Humanité

JOURNAL COMMUNISTE

ADRESSE PARIS (2<sup>e</sup>) : 142, Rue Montmartre  
 ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS  
 TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-69, 02-57  
 LOUVRE 26-74  
 PUBLICITÉ ANNONCES  
 142, Rue Montmartre, 142

Fondateur : JEAN JAURÈS

## SOIXANTE MILLE MANIFESTANTS !

### Pauvres bourgeois !

L'auto-désagrégation de la société capitaliste, annoncée par Marx, se poursuit inexorablement. Et l'examen de la situation actuelle des affaires privées de notre bourgeoisie présente, de ce point de vue, un intérêt des plus vifs.

La loi fiscale prévoyant le remboursement à l'Etat de 50 à 80 % des bénéfices supplémentaires réalisés entre le début de 1915 et la fin de 1920, est arrivée à sa dernière échéance.

Or, cette obligation placée dans une position sans issue un nombre considérable de contribuables qui, sans être, proprement parler, enrichis pendant la guerre, ont réalisé des bénéfices supérieurs à leurs bénéfices moyens d'avant 1914.

Seuls y échapperont, en tout ou en partie, les personnes, les intermédiaires dont la fortune n'a pas été investie de façon visible et contrôlable, et les maîtres qui, dès 1915, pris la précaution de truquer intelligemment leur comptabilité.

Il est curieux de constater que, même dans ces milieux peu intéressants au point de vue prolétarien, ce sont les petits et les moyens bénéficiaires qui supportent la plus lourde charge de cette loi.

Le fait, pour la plupart d'entre eux, de n'avoir pas fait en temps utile la déclaration de leurs bénéfices les assujettit, en outre, à une pénalité extrêmement sévère de 10 % supplémentaire.

Le fisc, qui a des ordres pour faire rentrer l'argent à tout prix, poursuit, fait des frais, saisit et fait exécuter les saisies.

Un grand nombre de ces contribuables sont en même temps surpris par la crise économique qui se manifeste, contre eux, soit par la dévalorisation de leurs stocks ou de leurs installations, soit par le manque de commandes ou de transactions, soit par la non-remise de leurs créances, et la rupture de tout crédit en banque, soit, pour beaucoup, par toutes ces difficultés superposées.

Des firmes considérables font la culbute. Le nombre des faillites ou, ce qui revient au même, des demandes de règlement transactionnel, augmente dans une proportion effrayante.

Un pourcentage énorme de traites rentrent protestées.

Des maisons, parmi les plus solides, sont astreintes à demander pour leurs échéances prorogation sur prorogation.

Plusieurs grosses banques ont des découvertes considérables. Un établissement de crédit, réputé puissant, comme la Société Générale, refuse l'escompte des papiers les plus sérieux et coupe les vivres à ses meilleurs clients.

La Banque de France, elle-même, commée de tenir à bout de bras le branle de banques imprudentes qui, sans elle, se seraient déjà effondrées, se trouve à l'extrême limite de sa résistance, et sa situation est devenue subitement plus que périlleuse.

Malgré la sérénité affectée des bulletins financiers, la panique lèche les murs de la Bourse et plane au-dessus de la masse de l'épargne et des petits rentiers.

Les disponibilités de la fortune privée diminuent dans le temps et dans la proportion même où les besoins de l'Etat augmentent.

Cette contradiction de fait serait à elle seule mortelle pour le régime au sein duquel elle s'amplifie fatalement, avec une régularité d'horloge, sans qu'aucune intervention puisse désormais l'arrêter ou simplement l'atténuer.

L'Allemagne va payer et abolir du même coup le prétexte derrière lequel nos gouvernants avaient accoutumé de dissimuler leurs embarras.

Passons sur le tableau terrible brossé par Forçat à la Chambre à propos de la crise de nos finances publiques.

Soulignons l'obligation dans laquelle va se trouver inévitablement l'Etat de procéder, malgré ses promesses formelles, à la conversion des emprunts de guerre et de ruiner par là un nombre considérable de petits et de moyens souscripteurs.

Et concluons. Le mécanisme de notre machine sociale « bafoille » de plus en plus. Tout en elle est désarroi et décomposition. Ses hommes de tête sont corrompus et débordés.

Une situation pareille ne se restaure pas. Elle se liquide.

Cette liquidation ne s'obtiendra pas par consentement mutuel ; comme il y a, pour la subsistance même de notre société humaine, une question de vie ou de mort, il faudra réaliser cette opération par la force.

Et le plus tôt sera le mieux.  
 Louis SELLIER.

## “ Jamais, depuis quarante ans, a dit Camélinat, la manifestation n'avait été aussi grandiose ”

### LE DÉFILÉ, COMMENCÉ A 15 HEURES, S'EST TERMINÉ A 18 H. 45 DANS UN CALME MAGNIFIQUE

#### Mais la police et des curés provoquent une bagarre à la sortie

**Les pupilles de Montreuil.** Nous sortons du Père-Lachaise. Durant quatre heures s'est développée dans la nécropole la plus grandiose manifestation.

De mémoire de militant, jamais foule de prolétaires parisiens plus dense, plus grave, plus recueillie ne défila devant le Mur historique. Par milliers se succédèrent interminablement les camarades des syndicats de la Seine et de Seine-et-Oise, ceux des Jeunesses pleins d'un entrain magnifique, ceux des anciens combattants, ceux du Parti, ceux de tous les groupements révolutionnaires.

Plus nombreuses qu'en aucun des précédents cortèges annuels, les femmes étaient accourues avec ferveur à côté de leurs compagnons.

C'était le peuple de Paris, celui qui n'oublie pas, celui qui ne cède pas, celui qui ne veut rien abandonner de sa glorieuse tradition, l'héritier vrai de la Commune. Il vint hier crier une fois de plus sa colère contre les assassins de la Semaine de Mai, et sa foi en la prochaine revanche du prolétariat.

Les manifestants donnèrent une impression de grandeur, de puissance infinie, de maîtrise et de confiance au plus haut point reconfortantes.

A la fin de cette splendide journée, à la suite d'incidents sur lesquels nous aurons une enquête, d'odieuses brutalités de police vinrent rappeler aux travailleurs de Paris et de la banlieue que la bourgeoisie est toujours là qui les guette, prête à faire peser sur eux les violences de sa dictature.

Mais si abominables et si déplorables qu'ils aient été, ces incidents ne sauraient enlever à la journée son caractère de force immense. Ils ont seulement excité la légitime colère des assistants qui en furent les victimes et les témoins indignés.

Marcel CACHIN.

### La journée magnifique

— Voilà quarante ans que je viens au Mur, me répétait le bon papa Camélinat, et jamais, jamais — tu m'entends bien : jamais ! — je n'ai vu un cortège pareil : c'est merveilleux, c'est absolument merveilleux !

Il était là, Camélinat, debout contre le Mur, donnant le bras à notre chère Séverine. A côté, Elie May, un jeune, lui aussi, que ses quatre-vingt ans n'embarrassaient guère, et deux ou trois autres anciens, de qui les noms m'échappent : tout le dernier carré de la Commune ! Ils jettent, nos vétérans, sur le cortège immense, le défilé interminable — il a duré près de quatre heures — des regards mouillés qui rayonnent. C'est leur descendance qui passe, les enfants et petits-enfants innombrables par qui, demain, la grande revanche viendra.

Quelle magnifique journée ! Nous étions là au moins soixante mille, estimation trop modeste au gré de beaucoup d'entre nous. — Cent mille, proclamait l'enthousiaste Séverine. — Quatre-vingts ; calculaient les autres. En écrivant : soixante mille, j'ai conscience de rester en deça de la vérité arithmétique.

J'ai vu, depuis vingt ans, célébrer bien des fois la Semaine Sanglante. La célébration d'hier dépasse tout ce que j'ai vu jusqu'ici, non seulement par l'affluence des manifestants, mais par leur sérénité, par la puissance de volonté calme qui était en eux. Peu de cris, un grand ordre, une forte discipline d'autant plus impressionnante qu'elle est purement consentie. Des femmes, étonnamment de femmes, — la race des « pétroleuses » n'est pas morte, messieurs de la bourgeoisie ! Et des enfants, beaucoup d'enfants, qui font à leur école de la révolution. Très remarquables aussi, les Jeunesses communistes : en les regardant passer, je sentais croître ma foi dans l'avenir splendide !

Oui, oui, magnifique journée ! Après la manifestation d'il y a trois dimanches, à la butte du Pré-Saint-Gervais, le défilé d'hier ne permet plus que l'on en doute ; notre Paris s'est ressaisi. La flamme révolutionnaire s'est rallumée au cœur des masses. Allons de l'avant, et nous serons suivis. Mais prenons garde : soyons armés. Nos armes ? la doctrine et l'organisation. C'est de pénurie doctrinale, du manque d'organisation préalable qui a péri la Commune de 1871. Il appartient aux communistes de faire que cette double faute, qui serait aujourd'hui un double crime, ne se renouvelle pas !

Amédée DUNOIS.

TOUS LES APRES-MIDI  
 Lisez « L'INTERNATIONALE »



UNE SECTION DEVANT LE MUR

### LE CORTÈGE SE FORME

Il n'était pas encore deux heures lorsque les premiers groupes de manifestants vinrent occuper, sur le boulevard de Charonne, les places qui leur avaient été assignées par la Fédération communiste de la Seine.

Dès lors, et jusqu'au moment où le cortège s'ébranla, ce fut, sur le boulevard de Charonne, de l'angle de l'avenue Philippe-Auguste à la place de la Nation, un mouvement d'aller et venue dense et continu.

Les sections arrivées par les rues de La Roquette ou de Charonne, ou sorties du métro, par les stations du Père-Lachaise, de Philippe-Auguste ou de Bagnolet, défilaient, drapeau déployé, pour aller prendre leur rang. Il y avait beaucoup de curieux dont la sympathie était visible.

Comme la concentration avait été organisée sur une longueur assez étendue, le cortège se forma, d'abord en tronçons séparés par des espaces vides qui se combleront peu à peu. Il y avait des drapeaux à foison. On remarquait qu'un grand nombre de syndicats étaient représentés.

Un moment charmant fut celui, où les pupilles de Montreuil, débouchèrent de la rue d'Avron en chantant. Les camarades leur firent fête tout le long du boulevard. Ces jolis enfants vinrent se placer en tête du cortège, en face de la salle L'excellent, — où il est de tradition que les élus du Parti et les commissions organisatrices se réunissent pour fixer les derniers détails de la manifestation.

Juste comme les pupilles arrivaient, le Comité Directeur, le secrétaire général du Parti, L.-O. Frossard, notre vaillant et cher doyen Camélinat, le secrétaire fédéral Georges Ploch, et nos élus, avec le secrétaire du groupe parlementaire Pierre Dormoy et le directeur de l'Humanité, Marcel Cachin, — sortaient de chez L'excellent. Il était alors près de 15 heures.

Bien que de nouveaux manifestants arrivassent sans fin, le signal du départ fut donné.

Le cortège se mit en marche dans un silence impressionnant. Il longea quelques mètres le mur du cimetière, puis entra, par la grande porte sise en face de la rue de La Roquette. Pendant deux heures 25 exactement, le défilé devait se poursuivre en rangs serrés.

A la porte du cimetière, notre ami Clamamus, maire de Bobigny, se prodigua et, aidé de quelques militants, assura le service d'ordre de façon parfaite. Les groupes défilèrent sans interruption et pénétrèrent silencieusement dans la nécropole, sans que se produise le moindre incident.

### UN DÉFILÉ DE TROIS HEURES DEVANT LE MUR

Une foule sans cesse accrue, à travers les tombes, tout au long des allées, et jusqu'au Mur, salue les drapeaux qui passent en tête des groupes. Tous, hommes ou femmes, ont l'épingle rouge à la boutonnière, ou les armes des soviets.

Autour des allées qui mènent directement au Mur, le nombre des spectateurs est d'une densité telle qu'il entravera souplement la marche du cortège. Une couronne vivante, noire et rouge, domine la vieille enceinte où tombèrent, il y a cinquante ans les Communistes.

Les Pupilles, les Communards le Comité directeur

En tête, ouvrant la marche, chantant, les pupilles, les Enfants de Jaurès, leur bérêt rouge crânement posé sur l'oreille, passent, précédant immédiatement les Anciens Combattants de la Commune, parmi lesquels notre vénéré Camélinat, que l'on acclame.

C'est, ensuite, le Comité directeur, nos amis Amédée Dunois, Daniel Renault, Cartier, Dondkol, Ker, Victor Méric, Charles

Rapport, ayant à son bras sa charmante fille, Paul Louis, Antonio Coen, Mercier, Palicot, Rebersat, Marthe Bigot, Lalouay, et L.-O. Frossard, secrétaire général du Parti, suivi du groupe parlementaire, Pierre Dormoy, Morucci, Aussollet, Philibois, Ernest Lafont, Marcel Cachin. C'est-à-dire, se plaçant au pied du Mur, près de Georges Ploch, qui se dépensera avec un beau dévouement pour assurer un défilé dans le calme.

L'« Humanité » et l'« Internationale »

Au Mur, resteront aussi, durant trois heures quarante-cinq, aux côtés de Camélinat, notre grande Séverine, Elie May, et plusieurs anciens combattants de la Commune, la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine.

Le défilé commence. La 20<sup>e</sup> section passe, déposant une couronne.

Derrière le drapeau et les belles couronnes de l'Humanité et de l'Internationale, nos amis et collaborateurs se pressent, applaudis des cris : « A bas la guerre ! ». Aussitôt après que la foule des camarades accompagnant s'est retirée, défilera l'A.R.A.C.

Les béquillards passent

Toutes les sections sont venues. Impressionnantes, avec leurs béquilles, les mutilés et anciens combattants se suivront pendant plus de vingt minutes, ayant à leur tête Noël Garnier, Tournay, Ribaut, Sarrotte, Ménaud, Serre, qu'entourent des militants en uniforme.

La Section Française de l'Internationale des Anciens Combattants, les sections de A. R. A. C. de Seine-et-Oise, la Fédération Ouvrière et Paysanne des Mutilés ayant à sa tête Pierre Maunay, passent, sur leurs béquilles...

Les « Fêtes du Peuple »

Un temps. Et, conduites par Albert Doyen, les Fêtes du Peuple, acclamées, entonnent le magnifique Largo d'Haendel qui s'étendra, comme un plain-chant, sur la foule enthousiaste.

Voici, encore, la Fédération des Locataires, conduite par Dieulle et Millerat, la section de Montreuil-sous-Bois, avec Paul Poucet, maire.

Les sections

Puis, Louis Sellier, en avant du 2<sup>e</sup> groupe, de la 1<sup>re</sup> section qui clame : « A bas la guerre », les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> sections, avec leurs drapeaux, la 10<sup>e</sup> section apportant une belle gerbe, le groupe des Espérantistes révolutionnaires, Couérou et les sections de Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Maisons-Alfort, Bagnolet, Saint-Maurice, Alfortville, Aubervilliers, son maire Georges, ses conseillers municipaux, La Courneuve, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Le Bourget, Bagneux, Antony, Arcueil-Cachan, Choisy-le-Roy.

Voici les sections de Champigny, Asnières, Gennevilliers, Colombes — cette dernière ayant parmi ses membres un soldat en tenue — Drancy, Epinay, Levallois-Perret. Une autre vieille, soutenue par deux amis, s'avance la gerbe, le groupe, et le long de ce Mur tombèrent son père et son mari !

Viennent ensuite : la section du Parti, des Locataires et de l'A. R. A. C. de Clichy ; la section du Parti et de l'A. R. A. C. de Bobigny, avec Clamamus, une camarade apportant l'offrande d'une gerbe de roses ; les pupilles et la section de Bois-Colombes, qui déposent une couronne ; les sections de Courbevoie, Bondy, les Lias (avec l'A. R. A. C.), la Jeunesse de Joinville-le-Pont, les sections du Parti et de l'A. R. A. C. de Fontenay et de Pavillons-sous-Bois.

Les syndicats

Puis un groupe, qui défilera longtemps, ayant à sa tête Pierre Dormoy et Garchery. Il comprend l'Union des Syndicats, avec Dudillieux, les syndicats des Ports et Docks, la Fédération des Cheminots, avec Monmousseau acclamé ; les Cheminots du P. O., avec Dejonckère, de Paris-Est, des chemins de fer de Vincennes, les Coiffeurs,

la Boucherie, avec Fiquet ; les Ouvriers Boulangers, les Sapeurs et Découpeurs à la mécanique, le Syndicat international du blanchissage, les Layetiers-Emballleurs, la Maçonnerie-Pierre, avec ses forts gars ; la Voiture et Aviation, avec Pothion ; les Employés, avec Gilhodes ; les ouvriers du Bronze, avec Lebourg, les Ouvriers Tailleurs.

Et voici encore nos chers amis de la Vie Ouvrière, ayant à leur tête Monatte, vivement applaudis.

Toutes les Jeunesses

La Fédération des Jeunesses communistes fait déposer une superbe couronne par deux jeunes filles vêtues de noir. Puis les troupes imposantes défilent pendant vingt minutes, à savoir : Successivement les Jeunesses du 20<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, Bondy, Neuilly-Palaisance, Bobigny, 11<sup>e</sup>, Saint-Maur, Pierrefitte, 4<sup>e</sup>, Meudon, Essonnes, Gonesse, 13<sup>e</sup>, Arrouville-les-Gonesses, Rueil, Levallois, Courbevoie, 5<sup>e</sup>, Aubervilliers, Montreuil, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, Suresnes, Drancy, Romainville, Gentilly, Villejuif, avec la section du Parti, Issy-les-Moulineaux.

Les anarchistes

C'est maintenant le tour de l'« Libertaire » et de sa rédaction. Aux cris de « Amnistie ! Amnistie ! » le Comité d'action contre les bagnes militaires dépose une superbe palme.

En rangs serrés, l'« Union anarchiste » défile ; elle est suivie du Comité de défense des marins de la Mer Noire, avec des marins en uniforme, puis des Jeunesses de Putaux, de Vigneux, du 19<sup>e</sup>, d'Antony, d'Ivry, du 18<sup>e</sup>, de Noisy-le-Sec, du 20<sup>e</sup>.

La banlieue

Et voici successivement les sections de Montreuil, Noisy-le-Sec, Saint-Denis, avec Philippe, le Comité intersyndical de Saint-Denis, le syndicat des verriers de la Seine, les Jeunesses de Nanterre. La Voix des femmes, très applaudie saluée par les cris de : « Vive Louise Michel ! Vive Séverine ! », la section et les coopérateurs de Pantin avec Auray et Marsais ; les sections de Saint-Maudé, Villemonble, Rosny-sous-Bois, Pré-Saint-Gervais avec Boitard, avec son cercle des coopérateurs et sa section de l'A.R.A.C. ; Suresnes, Putaux, Nanterre, ayant parmi ses membres un jeune soldat en uniforme, Romainville, Vincennes, Saint-Maur et sa section de locataires, Stain et sa section de l'A.R.A.C., Malakoff et sa Jeunesse ;

Les sections de Seine-et-Oise

A tous les instants, du Mur, Camélinat lance un retentissant : « Vive la Commune ! » auquel la foule répond par un magnifique : « A bas la guerre ! »

Les sections de Seine-et-Oise vont défilé au grand complet, avec, en tête, une superbe couronne de la Fédération, puis les sections de Saint-Germain-en-Laye, Neuilly-Palaisance, Argenteuil, Benoumont, Enghien, Gonesse, Gargos, Villeneuve-Saint-Georges, Croussac, Villeneuve-le-Roi, Vanves, Maisons-Laffitte, Le Perreux, Aubnay-sous-Bois, avec l'A.R.A.C., l'Isle-Adam, Rueil, Sèvres.

Les derniers groupes

Suivent la rédaction du Journal du Peuple, précédée d'une couronne fastueuse, le Club du Faubourg et sa couronne, et, en tête de la section de Saint-Ouen, Besombes, Gorden et Bachelet. Ensuite, les sections de Meudon, Livry-Gargan.

Le dernier groupe, aussi imposant que les autres, est dirigé par André Berthon, Joly, Camille Renault, Colly, Jean Morin. La 1<sup>re</sup> section, et les locataires apportent leur couronne, la 12<sup>e</sup> section aussi. La Jeunesse Sportive suit, avec les 3<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et tous leurs groupes.

Dix-huit heures 45

Cachin, appelé en hâte avec Morucci pour les bagarres du Combat dont nous parlons plus loin, est acclamé.  
 La fin du cortège s'allongera pendant



La couronne de « l'Humanité »

un quart d'heure encore. Ce seront les groupes Ido, les pupilles de Passy, la 17<sup>e</sup> section et sa couronne, la 18<sup>e</sup> et la sienne, celle de Chelles, la 19<sup>e</sup> section qui clôt la marche.

Il est dix-huit heures quarante-cinq. Le cimetière va fermer. Au Mur, il reste les couronnes rouges. Camélinat part, au bras de Séverine, une fois de plus acclamé...

### LES BAGARRES

La porte de sortie du Cimetière dégorgé depuis trois heures et demie, sans arrêt, des milliers de pèlerins, qui tout émus encore de cette visite au Mur sacré, se dispersaient pacifiquement. Il semblait que la journée s'acheverait, dans cette communion silencieuse de tout un peuple révolté intérieurement et qui attend son heure. Les anarchistes étaient passés. Naturellement, il y eut quelque boucan, mais ce ne fut pas très grave. On ne voyait d'agent nulle part. Le préfet de police lui-même crut bon de s'en aller, avant la fin de ce défilé interminable. Mais vers six heures et quart, des incidents inattendus s'allumèrent rue des Pyrénées.

Un patronage catholique, avec claires et drapeau tricolore, montait la place Gambetta. Etait-ce une provocation ? Venant de gosses qu'accompagnaient deux ou trois enroulées, la manifestation ne devait que pousser à rire. Des cris de : « Haut ! haut ! la calotte ! » les accueillirent. « A bas les rouges ! » répondirent les gamins, stylés par un curé. L'affaire s'en serait bornée là. Du reste, nos commissaires firent comprendre au directeur de la troupe de faire demi-tour, ce qu'il fit.

Mais les agents, massés dans l'école de la rue de la Cour-des-Nonnes n'entendaient pas que cela se passe aussi pacifiquement. Aux premiers cris, ils étaient sortis en foule et chargèrent avec leur brutalité coutumière sur nos camarades. Ils en arrêtèrent quelques-uns, en les brutalisant. D'autres en poursuivaient jusque dans l'intérieur des cafés. Particulièrement, dans le café-tabac du 235 de la rue des Pyrénées, ils se conduisirent ignominieusement, dégainant ou frappant à coups de matras en caoutchouc.

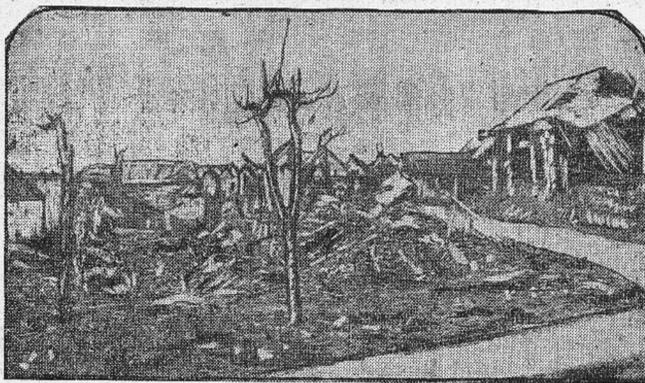
Notre camarade Lafont s'était précipité dès le début de la bagarre, entre les agents et les manifestants. Un agent, une sombre brute, le n<sup>o</sup> 253, du XX<sup>e</sup> arrondissement, — qui se faisait remarquer par un acharnement sans mesure, au point de nécessiter contre lui l'intervention d'un officier de paix, — l'empoigna et lui demanda :

— De quoi vous mêlez-vous ?  
 — Je suis Ernest Lafont, député de la Loire, répond notre camarade.  
 — Ah ! Eh bien, voilà pour votre grade !



DEVANT LE MUR : Le Comité Directeur, le Groupe parlementaire, la Rédaction de « l'Humanité »

L'Humanité dans les régions dévastées
Les "combines" des gros industriels et des hauts fonctionnaires des R. L.



UN PAYSAGE DU NORD

Et la brute l'assomma littéralement d'un coup de matraque à la tête !
Lafont se relève, se dirige péniblement vers Guichard, directeur de la police municipale, qui est près de la mairie.

Il est aussitôt relevé et soutenu par des camarades de la Jeunesse communiste, et quelques autres accourus au bruit. Dans sa chute son longnon s'est brisé. Si le chapeau n'avait pas amorti le coup, celui-ci pouvait être mortel.

On lira plus loin ce que dit Lafont de cet attentat. Ce n'est pas tout à fait la même chose... Mais il y aura, qu'envers et contre tous, la vérité s'établisse...

Tous ceux qui l'ont vu se dépenser, sans arrêt, dans cette journée, afin qu'elle garde le caractère imposant et digne qui convenait pour une telle cérémonie, rendent hommage au sang-froid et au courage qu'il n'a cessé de montrer dans les occasions les plus critiques.

La foule resta sur la place, réclamant les siens. Nos amis, Cachin, Pioch, Berthoin, Dormay, Louis Sellier, Garchery, Jean Morin, Gemille Renault, Marsais, Rochereuil, d'autres encore, allèrent réclamer l'élargissement de nos camarades au préfet de police, revenu en toute hâte.

Le gouvernement a dû avouer notre succès. Il l'avoue partiellement, mais il avoue tout de même. Il indique que 20.000 manifestants défilèrent, munis de 202 drapeaux, et 12 couronnes.

Des blessés ? Il y en eut certes. La police signala trois des siens. Une automobile emmena Lafont vers 7 heures et demie de la Pharmacie Centrale, où il était soigné, à son domicile.

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

Cette journée, vraiment, la police devait avoir la peur de ne pas la tenir. Nous croyons que ses chefs directs ne la laissent vraiment pas. Quelques agents sont cités à l'ordre du jour : d'abord, l'agent 259, du 20<sup>e</sup>, qui assomma Lafont, et qui, emporté par son zèle, dégainait contre les manifestants et frappait avec une telle fureur, qu'un de ses chefs, écumé, se précipita sur lui et lui fit rengainer son sabre illico.

Le gouvernement a dû avouer notre succès. Il l'avoue partiellement, mais il avoue tout de même. Il indique que 20.000 manifestants défilèrent, munis de 202 drapeaux, et 12 couronnes.

De nombreux témoins viendront le confirmer. L'agent 222, du 20<sup>e</sup>, qui frappa une jeune fille à coups de matraque ; l'agent 303, qui entra à coups de pied dans le ventre d'une femme ; l'agent 284, qui sonna à coups de pied dans le ventre un camarade ébrié du 19<sup>e</sup> ; l'agent 176, du 20<sup>e</sup> et l'agent 239, du 19<sup>e</sup> ; d'autres encore. Mais arrêtons là nos citations...

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

Une visite à Lafont
Nous sommes allés prendre dans la soirée des nouvelles d'Ernest Lafont. Quand nous arrivons à son domicile, qui Bonbon, M. Lacombe, juge d'instruction, vient de partir sans avoir pu entendre notre ami, à qui son médecin, le Dr Marcel Ferrand, a prescrit un repos absolu.

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

UNE VISITE A LAFONT
Nous sommes allés prendre dans la soirée des nouvelles d'Ernest Lafont. Quand nous arrivons à son domicile, qui Bonbon, M. Lacombe, juge d'instruction, vient de partir sans avoir pu entendre notre ami, à qui son médecin, le Dr Marcel Ferrand, a prescrit un repos absolu.

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

UNE VISITE A LAFONT
Nous sommes allés prendre dans la soirée des nouvelles d'Ernest Lafont. Quand nous arrivons à son domicile, qui Bonbon, M. Lacombe, juge d'instruction, vient de partir sans avoir pu entendre notre ami, à qui son médecin, le Dr Marcel Ferrand, a prescrit un repos absolu.

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

UNE VISITE A LAFONT
Nous sommes allés prendre dans la soirée des nouvelles d'Ernest Lafont. Quand nous arrivons à son domicile, qui Bonbon, M. Lacombe, juge d'instruction, vient de partir sans avoir pu entendre notre ami, à qui son médecin, le Dr Marcel Ferrand, a prescrit un repos absolu.

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

UNE VISITE A LAFONT
Nous sommes allés prendre dans la soirée des nouvelles d'Ernest Lafont. Quand nous arrivons à son domicile, qui Bonbon, M. Lacombe, juge d'instruction, vient de partir sans avoir pu entendre notre ami, à qui son médecin, le Dr Marcel Ferrand, a prescrit un repos absolu.

Il omet d'indiquer les bagarres provoquées par ses filés, car il n'en est pas très fier, nous le savons. A part qu'il convient de multiplier ces chiffres par trois et ajouter les bagarres, le gouvernement, pour une fois, n'a pas trop menti.

Lille, 29 mai. — (De notre envoyé spécial.) — Dans mon dernier article, je me promettais d'expliquer pourquoi les dommages de guerre, tels qu'ils sont répartis en ce moment sont la source de bénéfices extraordinaires pour toute une catégorie d'individus, notamment pour les gros industriels. La chose est simple. J'ai dit de quels personnages « bourgeois » les commissions cantonales sont composées. Ce sont ces commissions qui font la loi, ce sont elles qui évaluent et déterminent les pertes subies par les sinistrés. Involontairement ou non — mais volontairement le plus souvent — ces personnages tout puissants sont portés à favoriser les sinistrés de la même catégorie sociale. Tant pis pour ceux qui ne savent pas se défendre, ou, plus exactement, choisir leurs défenseurs. Car tout est là, vous l'avez vu par un exemple.

UN PAYSAGE DU NORD
Lille, 29 mai. — (De notre envoyé spécial.) — Dans mon dernier article, je me promettais d'expliquer pourquoi les dommages de guerre, tels qu'ils sont répartis en ce moment sont la source de bénéfices extraordinaires pour toute une catégorie d'individus, notamment pour les gros industriels. La chose est simple. J'ai dit de quels personnages « bourgeois » les commissions cantonales sont composées. Ce sont ces commissions qui font la loi, ce sont elles qui évaluent et déterminent les pertes subies par les sinistrés. Involontairement ou non — mais volontairement le plus souvent — ces personnages tout puissants sont portés à favoriser les sinistrés de la même catégorie sociale. Tant pis pour ceux qui ne savent pas se défendre, ou, plus exactement, choisir leurs défenseurs. Car tout est là, vous l'avez vu par un exemple.

Juge et partie
Un avocat du barreau de Lille, directeur adjoint aux dommages de guerre II y a un an, a quitté les services de la Reconquête après y avoir ramassé une clientèle riche et puissante. Il a, en tant qu'avocat, constitué les dossiers de ces sinistrés « de haut vol ». Et à présent que le dépôt des dossiers aux commissions cantonales est terminé, cet avocat a sollicité à nouveau son admission dans les services préfectoraux des régions libérées. Le comble, c'est qu'il a été agréé dans l'emploi d'administrateur et qu'à ce titre il est appelé à se prononcer sur ses propres estimations ! Il n'est pas inutile d'ajouter que son rôle est peu désintéressé puisqu'il reçoit des commissions proportionnelles à l'importance de la somme allouée aux clients qu'il a protégés.

LA « VOIX PAYSANNE »
Ce qu'en pensent les ruraux
De l'Aude :
J'ai trouvé, dans le dernier numéro de la Voix Paysanne, la feuille de propagande que vous retournez quelque peu transformée, puisque j'en ai fait une liste d'abonnés possibles.

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

LES ARRESTATIONS
A 11 heures, hier soir, on nous communique les noms des camarades arrêtés. Ce sont : René Lamotte, 25 ans, charcutier, 4, avenue Victor-Hugo, à Montfermeil ; Edouard Fauret, 43 ans, employé du P.-L.-M., 2, rue Giffard ; Lucien Nauroy, 32 ans, 154, route de Fontenay, à Montreuil ; René Gilles, 26 ans, employé au chemin de fer de l'Etat, 121, boulevard Esquières ; Charles Debonis, 23 ans, fumiste, 209, faubourg Saint-Martin ; Adrien Buel, 16 ans, peintre, 14, avenue Michel, à Saint-Ouen ; Paul Humbert, 22 ans, frappeur, 14, rue de l'Épître, à Garches ; Bertrand Chantrelle, 44 ans, employé d'assurances, 23, rue de Bellefontaine ; Fernand Rousselle, 18 ans, typographe, 5, rue du Parc, à Ivry. (Ce dernier blessé est consigné à l'hôpital.)

maigre vie. Donc, je serais d'avis que notre Voix Paysanne s'étende un peu plus largement sur les faits de la semaine et qu'elle craigne pas de donner quelques renseignements sur les travaux de la Chambre et en particulier sur les interventions de nos camarades élus.

Je ne crois pas que cela nuise à l'Humanité.
E. BEAUCHER,
de Neuilly-en-Sancerre.

J'ai reçu votre carnet d'abonnements, et ce même jour j'ai fait un nouvel abonné. L'invité tous les militants résidant près des campagnes à mener le combat contre les journaux bourgeois, en faisant abonner tous leurs amis à la Voix Paysanne, en envoyant, après lecture, à ceux qu'ils jugent dans le cas d'en faire des abonnés. Nous verrons, de ce fait, dans un temps rapproché, la Voix Paysanne accusé un tirage qui nous rendrait un bien grand service pour la diffusion de notre doctrine chez les ruraux.

Abonnement 1 an, 12 francs ; 6 mois 6 fr. En vente dans toutes les gares.

Démobilisez la classe 1911
L'abondance des matières et l'extrême importance de la manifestation du Père-Lachaise nous obligent à remettre à demain la suite de notre campagne contre la mobilisation de la classe 1911.

LES CRIMES
des conseils de guerre
On nous communique la note suivante : Depuis plus d'un an, la Ligue des Droits de l'Homme s'est particulièrement attachée à faire la lumière sur ces « erreurs » des conseils de guerre que connaît et réprouve aujourd'hui l'opinion unanime.

COURRIER DU SOLDAT
P. Clousson, à Reims. — A notre connaissance, aucun texte ne peut s'opposer à ce rapport.
J. Girat, Boulogne-sur-Mer. — Si les faits qui vous sont reprochés remontent au 9 novembre 1920, vous êtes amnistié.

Appel du Comité Central de l'A.R.A.C.
Le Comité central invite secrétaires de sections et de fédérations à faire connaître au secrétaire général, 241, rue Lafayette, Paris, 10<sup>e</sup>, de façon détaillée, les noms des militants arrêtés dans leurs centres respectifs et la situation dans laquelle ils se trouvent.

FAITS-DIVERS
DANS LES DEPARTEMENTS
AMUSEMENTS OFFICIELS
Le ministre Sarraut, le général Franchet d'Espèrey, l'archevêque de Toulouse, les représentants des nations latines, Espagne, Italie, Roumanie, ont fait à Toulouse une manifestation religieuse et militaire, avec visite au monument du Souvenir Français à la cathédrale, et à grandes manœuvres de tanks.

LES VICTIMES DE L'AIR
Les obsèques du sergent aviateur Berthelot et de ses camarades Bonneville, Muller et Thénot ont eu lieu, hier, à Nancy, devant une nombreuse assistance.

ENTRE BAGARDES
A la maison d'arrêt d'Angoulême, au cours d'une querelle entre condamnés à la rélegation sur le bilan du capitalisme, mais il se trouve que la situation est plus révolutionnaire aujourd'hui qu'en 1914.

A TRAVERS LES LIVRES
PAUL LOUIS. — Le Mensonge de la Paix. — Le Chaos mondial. (Editions « Clarté »).

CHANGEMENT DE PATRIE
Mme Zonia Wohlfeld, épouse de M. Berthold Margulies, était Autrichienne, et son mari, comme auvernal Horre, allemand (sans-patrie). Une ordonnance de réclusion du tribunal civil de Nice vient de déclarer que cette Autrichienne sera désormais Polonoise.

DES MOTS, DES MOTS...
A Blois, devant le préfet et l'évêque, un drapeau a été remis, hier, à la Société des Mutilés du Loiret-Cher.

ELECTEUR, LIBRE ET FORT
Bien que condamné, par contumace, à vingt ans de travaux forcés, Maurice Leroy était inscrit sur les listes électorales de Loos (Nord). En venant dans la pièce d'identité de Loos, le maire de la brigade d'Hauhourdin constatait que Leroy avait été condamné le 30 décembre 1919 par la cour d'assises de la Seine pour vol qualifié. Il l'expulsa de la maison centrale de Loos.

NICE SE REPEUPLE
Presque toutes les villes de France se dépeuplent, depuis la mobilisation de 1914 et les événements qui s'ensuivirent. Or, la mairie de Nice fait savoir que la population de sa circonscription a augmenté, depuis le dernier recensement, de 4.255 personnes.

LA PROPAGANDE
Réunion splendide à Montargis. Le théâtre de Montargis était bondé samedi soir pour entendre les orateurs du Parti communiste. Les prolétaires de la ville, et ceux de Chaleit étaient accourus à l'appel de nos sections. Des camarades étaient venus de toute la région.

AUX CHEMINOTS
On nous prie de rappeler que, ce soir lundi, à 20 heures, dans la petite salle de l'Union des Syndicats, a lieu la réunion des cheminots minoritaires.

PERQUISITIONS...
Au Palais de Justice, hier soir, les chauffeurs étaient sur les dents. Une conférence à laquelle prirent part le Procureur de la République, le directeur de la police judiciaire et le chef des renseignements généraux, décida de convoquer 50 commissaires de police de Paris et de banlieue.

LA VOIX DES FEMMES
hobbodadaire paraissant le jeudi
FEMINISTE — SOCIALISTE
PACIFISTE — INTERNATIONALISTE

L'ABATTOIR HUMAIN
PAR W. LAMSZUS
version française de Paul Dermée. — Préface de Henri Barbusse

HISTOIRE
des Bourses du Travail
Origine — Institutions — Avenir
par Fernand BELLOUTIER

LA SYPHILIS
par LOUISE BODIN
UN VOLUME : 2 francs ; Franco : 2 fr. 20

LA SYPHILIS
par LOUISE BODIN
UN VOLUME : 2 francs ; Franco : 2 fr. 20

LA VIE INTELLECTUELLE
CONTES ET RECITS
CASUEL

NOUVELLES INTERNATIONALES DERNIÈRE HEURE

L'Angleterre et le Japon

Le prince héritier du Japon est actuellement en Europe. Ce fait ne mériterait pas d'être noté, s'il n'avait pas une signification politique.

A l'origine cet accord syndiquait deux impérialismes contre un troisième, l'impérialisme tsariste. Le Japon redoutait la poussée des Cosaques vers la Mandchourie et la Corée, comme l'Angleterre appréhendait leur descente vers l'Inde.

Ses capitalistes anglais et américains sont aux prises sur tous les champs de pétrole et aussi sur l'ensemble du marché mondial, mais les Dominions britanniques, l'Australasie et le Canada, craignent les entreprises du Japon et sont prêts à se lier avec l'Union contre lui.

L'autre jour, au Parlement de Westminster, le député Neil Maclean a demandé à M. Chamberlain, leader du gouvernement, si le cabinet entendait renouveler l'accord avec le Japon, et dans cette hypothèse, exiger la reconnaissance de la liberté et de l'intégrité coréennes et chinoises.

Toute la classe ouvrière anglaise a pris position contre la conclusion d'une alliance prorogée, qui ne serait, une fois de plus, qu'un compromis entre deux impérialismes, la Grande-Bretagne achetant la sécurité de son domaine asiatique et laissant carte blanche à son partenaire en Extrême-Orient.

Dans le Labour Leader de cette semaine, Fenner Brockway publie un remarquable article, où il dénonce le traitement odieux que le gouvernement japonais a infligé au peuple coréen depuis 1905.

Il est vrai, comme dit Fenner Brockway, que le gouvernement britannique ne s'est pas trouvé en Corée que la réplique du régime instauré par lui-même en Irlande, le collaborateur du Labour Leader aurait pu, tout aussi bien, évoquer l'Égypte et l'Inde.

Rien n'est plus naturel ni plus logique que l'accord des deux capitalismes anglais et japonais. Ils pratiquent la même politique et maintiennent autour d'eux des vertus également odieuses.

Nouvelle crise en Perse

Téhéran, 26 mai. — Le président du conseil Seyyed Zia eddine, a donné sa démission le 24 mai au soir. Il est parti le lendemain matin de Téhéran. Il compte se réfugier à Bagdad.

Le pouvoir effectif est entre les mains du chef militaire Sardar Sepah et de Moucharraf Molk, ministre de la cour.

Le ministre de la Russie soviétique à Téhéran a fait savoir que son gouvernement pourrait fournir du matériel de guerre, des instructeurs et de l'argent à la Perse, mais Sardar Sepah a décliné ces propositions.

Le ministre Zia eddine, dont le chef vient d'être réélu à quitter Téhéran, avait été constitué, il y a trois mois, à la suite d'un coup d'Etat militaire qu'avait favorisé, semble-t-il, les autorités britanniques de Kasvine.

LES ORIGINES DE LA GUERRE

Les origines de la guerre. (Lettres à la Ligue des Droits de l'Homme) La sensationnelle brochure que vient de publier la Société d'Etudes documentaires et critiques sur la guerre.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris. Chèque post. 25-517

Après les élections italiennes

LES NÉGOCIATIONS DE M. GIOLITTI

Turin, 27 mai. — (De notre correspondant particulier.) — Le sous-secrétaire aux Intérieurs Corradini, a eu un long entretien avec Don Sturzo, secrétaire du Parti populaire italien.

M. Corradini aurait déclaré que l'ancien programme gouvernemental de M. Giolitti envers le parti populaire serait maintenu : ce qui naturellement lui vaudrait l'appui du groupe des députés catholiques à la nouvelle Chambre, et par conséquent la majorité dans l'Assemblée législative.

Le Comité central des Fasci a pris ces jours derniers une orientation nettement républicaine. Ce fut ce qui fut dans la masse des fascistes des discussions assez vives et un certain mécontentement, car les éléments royalistes restent nombreux.

On avait annoncé que le nouveau groupe des députés fascistes (45) n'aurait pas assisté à la séance royale. Mais parmi les nouveaux élus, il y a des dissidents, tels Cesare Maria De Vecchi, Ezio Maria Gray, Coda, etc., qui ont publiquement déclaré leur attachement à la monarchie, et qui ont télégraphié au Comité central leur protestation avec menace de scission.

Pour le même motif, à Rome, une centaine de fascistes, pendant une manifestation, ont arraché et jeté leurs cotillions pour protester contre l'attitude anticroyaliste qu'on voudrait donner aux Fascistes.

Le Popolo d'Italia, dans un éditorial de son directeur Benito Mussolini, se déclare pour la tendance républicaine. Il est probable qu'une crise profonde se prépare.

L'action des communistes

Turin, 29 mai. — L'Ordine Nuovo, l'organe communiste de Turin, publie un intéressant article sur l'attitude du Parti au lendemain des élections.

Beaucoup de camarades, dit-il, se sont découragés parce qu'ils n'ont pas obtenu les résultats escomptés. Les élections ont une valeur pour le Parti communiste. Quelle est cette valeur ?

La capacité révolutionnaire des ouvriers italiens se mesure-t-elle un nombre des représentants communistes à la Chambre ? S'il en était ainsi la bourgeoisie pourrait dormir sur ses deux oreilles. Mais la lutte de classes ne se calcule pas sur les nombres inditels.

Notre participation aux élections avait la valeur d'une revue de mobilisation. C'était la première fois depuis Livourne que le Parti mettrait en marche, nationalement, sa machine. Les résultats acquis prouvent que, comme organisation, le communisme a atteint un développement admissible.

Mais il y a beaucoup à faire encore et nous ne devons pas nous laisser aller à la résistance des syndicats et des coopératives. Plus loin, l'Ordine Nuovo dit que les militants communistes doivent considérer comme leur premier devoir d'entraîner les ouvriers des villes et des campagnes dans les formes concrètes d'organisation révolutionnaire. Le Parti n'est pas de simple propagande il est d'organisation révolutionnaire. Or, dans de nombreuses régions, il n'y a pas l'ombre d'une opposition organisée dans les syndicats ruraux et urbains. Il faut participer de près à la vie des travailleurs et les arracher aux illusions réformistes.

Pilsudski refuse la démission du cabinet Witos

Varsovie, 29 mai. — Le maréchal Pilsudski a refusé d'accepter la démission du cabinet et a adressé la lettre suivante à M. Witos, président du Conseil :

« Une crise ministérielle actuellement ne pourrait qu'être préjudiciable aux intérêts de l'Etat. Il est donc nécessaire que le président du Conseil et les ministres conservent leurs postes. Rien ne s'y oppose d'ailleurs, le maréchal de la Diète ayant assuré que le cabinet pouvait compter sur l'appui de la majorité de cette Assemblée. »

Le maréchal Pilsudski a prié en outre le président du Conseil de lui faire des propositions pour la attribution des portefeuilles actuellement sans titulaires.

LA GRÈVE EN NORVÈGE

Londres, 29 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — Les négociations, entre armateurs et ouvriers sont de nouveau romues.

A part le Social-Démocrate, les autres journaux paraissent sur un formal rétréci et même sous la forme de feuilles dactylographiées.

A Hammerfest, un port du nord, les ouvriers ont constitué une garde civile qui a le contrôle du trafic dans la ville et qui est reconnue par la police.

A Eversun, 200 recrues militaires ont tenu un meeting et envoyé leurs souhaits fraternels aux ouvriers en grève, en ajoutant : « Vive la solidarité des ouvriers et soldats ! »

ment à l'arrière pour se battre sans peur

et sans danger contre les recrues ! » Dorndorf eut une expression malicieuse. Le petit employé qu'il était, courbé toute sa vie, humilié, asservi, n'était pas sans ressentir une trouble et secrète joie en entendant ce petit monsieur de « carrière libérale » parler de la contrainte militaire.

Et voilà, cher monsieur, chacun se doit et ce moment de faire un sacrifice ! Celui-ci perd sa place, tel autre doit renoncer à sa liberté, comme M. Gadsdy, l'Etat prend les fils du troisième — et c'est mon cas. Croyez-vous que ce soit le cœur léger que je suis assis ici, avec l'arrière-pensée qu'à tout instant un télégramme d'Ypres ou de la Russie occidentale peut m'arriver ? Savez-vous ce que cela peut coûter de peine et d'argent avant que les deux garçons qu'on a élevés vous donnent le plus petit plaisir ? Maintenant, si Dieu l'exige, on m'en fera des estropiés ; peut-être même ne les verrai-je plus jamais. A mon avis, un sacrifice en vaut un autre. Croyez-vous sérieusement que je ne préférerais pas les agaceries de M. Stuff ?

Gadsdy avait écouté en dormant de la tête des signes d'impatience et en se dominant par de puissants accords. A présent il était surpris de ne plus rien entendre derrière son dos. Quand la violence de Weller était réveillée, il perdait toute timidité et presque tout contrôle. Il attendait donc l'éruption qui devait suivre la diatribe de Dorndorf. Le silence se prolongeait. Il interrompit son jeu et se retourna.

Afreusement pâle, prêt à bondir, Weller ne quittait pas des yeux le visage de Dorndorf. On voyait qu'il était en proie à une lutte violente : il prenait son élan, l'arrêtait et le reprenait, comme saisi d'effroi quand les mots semblaient prêts à sortir de ses lèvres :

— Pour Dieu, ne me dévorez pas ! plai-

LA HAUTE-SILÉSIE

Les propositions de la France

Le gouvernement français a fait parvenir samedi au gouvernement britannique, une note exprimant son point de vue sur les modalités du Conseil suprême, qui doit se réunir à Boulogne, pour traiter la question de Haute-Silésie.

D'après les renseignements officiels, cette note indique que la première chose à faire est de rétablir l'ordre et l'autorité de la Commission en Haute-Silésie.

Tant que des bandes allemandes et polonaises seront en présence, dit le document, aucune décision n'a de chance d'être acceptée. Les Polonais sont actuellement disposés à se soumettre. Il faut espérer que les Allemands déposent également les armes.

L'arrivée de bataillons anglais de renfort ne peut qu'améliorer la situation.

Le gouvernement français estime que le travail du Conseil suprême doit être préparé par une Commission d'experts qui rédigeront un rapport sur les différents éléments du problème.

La réunion du Conseil suprême pourra avoir lieu aussitôt que l'ordre légal fixé par le traité aura été rétabli en Haute-Silésie et que les experts auront terminé leur rapport.

C'est cette procédure que le gouvernement français demande au gouvernement britannique d'accepter. — (Havas.)

L'ANGLETERRE VEUT RÉUNIR TOUT DE SUITE LA CONFÉRENCE

Londres, 29 mai. — On apprend ce soir, que dans les milieux officiels anglais, on persiste dans le désir de voir le conseil suprême se réunir au cours de la semaine qui va s'ouvrir demain. D'après des renseignements de source anglaise, le gouvernement anglais aurait fait part de ce désir au gouvernement français.

L'Italie conciliatrice

Rome, 29 mai. — Le travail diplomatique est toujours intense à la Consulta pour la solution du problème de la Haute-Silésie. Le comte Sforza est préoccupé de l'état d'âme des alliés qu'il désire voir débarrassés d'une irritation excessive.

La Consulta voit la solution dans un examen serein du plébiscite, de la position et du développement économique des localités. Il est nécessaire de concilier les intérêts polonais et allemands et le Conseil suprême a besoin pour cela du plus grand esprit d'impartialité. La solution doit être définitive et ne laisser aucun motif de difficultés sur le tapis diplomatique.

Le désarmement de l'Orgesch

Berlin, 29 mai. — Il semble que dans la question du désarmement des gardes civiques bavaroises, le gouvernement bavarois veuille pratiquer une politique dilatoire.

La Rote Fahne communiste écrit : M. de Kahr se moque manifestement du Chancelier quand il invoque son voyage dans l'Allemagne du Sud comme prétexte à l'ajournement d'une décision.

M. Stines personnellement la résistance économique aux réparations. M. de Kahr représente la résistance militaire. Ainsi, le cabinet Wirth est pris entre deux feux. — (Havas.)

Polonais et Allemands ont conclu un armistice

Beuthen, 28 mai. — Le communiqué publié le 28 mai par l'état-major des insurgés était ainsi conçu :

« Calme relatif dans tous les secteurs. L'artillerie ennemie a bombardé nos lignes au nord-ouest de Gross-Stralitz. »

« A Gleiwitz, des Allemands qui avaient manifesté contre des Polonais et les Français ont été dispersés par un détachement français. »

« Les Allemands ont déclaré qu'ils étaient prêts à conclure un armistice et sont venus sur le front avec des drapeaux blancs. »

D'autre part, aux dernières nouvelles, on annonce que, sous la pression des alliés, les Allemands ont entamé des pourparlers en vue de la cessation des hostilités.

Un armistice a été conclu dans l'après-midi du 26 entre les représentants des insurgés et des forces allemandes. Le document portant suspension des hostilités décide que les belligérants devront rester sur les lignes occupées lors de la signature.

Dans une proclamation aux troupes des insurgés, Korianty les remercie de leur patriotisme et les invite à respecter l'accord conclu. — (Radio.)

Avis à nos Abonnés

Afin d'éviter des frais onéreux pour le journal, nous prions nos abonnés dont l'abonnement arrive à expiration, et à qui nous avons adressé un mandat de paiement, de vouloir nous le retourner, ou nous faire savoir si nous devons cesser l'expédition.

nous sommes des exceptions ? Dites, vous croyez que nous sommes des exceptions ? Moi je vous dis que c'est le contraire qui est l'exception. Pour la majeure partie des parents, il en est de l'éducation des enfants comme de n'importe quelle entreprise : ils sacrifient pendant vingt ans la peine et les gros soucis, et puis après, ils présentent la facture. Ils veulent pouvoir dire avec orgueil : « Mon fils a passé son doctorat. Il vient d'être nommé chef de bureau, directeur, conseiller d'Etat ; il épouse la fille du fameux négociant Un Tel ». Voilà ce qu'étaient les parents en temps de paix. Les circonstances ont simplement changé. Celui qui veut maintenant « épater » sa famille et ses amis, s'attirer des félicitations, être un objet d'estime de respect et d'envie doit absolument raconter des choses extraordinaires à propos de ses fils. Il faut qu'ils se distinguent. Celui qui se promène avec les lettres que son fils lui écrit du front, qui peut jeter négligemment à table : « Mon fils est à Tannenberg » ou « Mon fils est à Ypres » et disserte sur les blessures, les citations, la mort de ses enfants, celui-ci peut tirer gloire de sa paternité. Allez gamins. En avant ! S'ils sont brutaux et batailleurs, tant mieux ! Si ce sont des rêveurs, des tendres, tant pis ! tant pis ! Quel père se tairait de bon cœur pendant que les autres ont de quoi parler ? Qui choisirait d'être le père d'un embusqué ? Je sais, je sais que tout ça n'est pas agréable à entendre, mais ne m'en veuillez pas, Monsieur Dorndorf, je ne peux plus me taire ! J'en ai assez ! Quand je les entends se rengorger, les vieux, eux qui sont à l'abri, qui se couchent tous les soirs dans un bon lit bien baigné et qui viennent clamer la grandeur de leur sacrifice, ah ! non, je ne peux plus, j'étouffe ! Et après tout, ce qui est aussi lâche

La crise minière

La situation est plus tendue que jamais

Londres, 29 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — « Nous ne sommes pas près d'une solution et la situation est plus grave que jamais » a déclaré un membre du Comité exécutif des mineurs en quittant Londres pour retourner dans son district. La proposition faite hier par le gouvernement aux mineurs et aux propriétaires ne comporte, à part l'obligation de l'arbitrage, aucun fait nouveau.

Le gouvernement continue à repousser la réglementation nationale des salaires et le pool national. Cette dernière question ne sera même pas discutée, a-t-il déclaré. Mais il a aggravé la situation en donnant à sa proposition la forme d'un ultimatum. « A moins qu'un accord n'intervienne entre les deux parties, a ajouté M. Lloyd George, le gouvernement imposera une solution par la loi qui obligera les parties à accepter l'arbitrage. »

On ne voit pas comment le gouvernement pourra obliger un million et demi de mineurs à reprendre le travail à des conditions qu'ils repoussent. M. Lloyd George a perdu son sang-froid, il oublie qu'en 1915, alors qu'il était ministre, c'est en vain qu'il a voulu imposer le travail aux mineurs en grève.

Les propositions du gouvernement ont été reçues avec une hostilité marquée par les ouvriers mineurs.

Joseph Sullivan, président de l'Union des mineurs du Lancashire, parlant hier soir à Hamilton, a déclaré qu'il était clair qu'il ne fallait attendre aucune aide de la part du gouvernement.

Il ne reste aux mineurs et aux propriétaires qu'à conclure eux-mêmes un arrangement ou à lutter jusqu'à la dernière extrémité.

Un meeting monstre a eu lieu à Thowell Brig contre l'offre du gouvernement. Les mineurs du Lancashire et du Cheshire ont proposé un vote de censure contre Mac Gurk et Amston pour avoir proposé que la demande de pool national soit abandonnée.

Les mécaniciens et chauffeurs

Londres, 29 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — L'Association des mécaniciens et chauffeurs de locomotives a décidé, en ce qui concerne ses membres, de mettre fin à l'embargo de la charbon étranger, à la suite de l'assurance qu'elle a reçue des directeurs de compagnies de chemins de fer que le charbon arrivant de l'étranger pour le compte du gouvernement n'était destiné qu'à maintenir les services essentiels et non à alimenter l'industrie privée.

En outre, l'association a reçu l'assurance que ses membres renvoyés, seront réintégré.

Le congrès de l'Association qui se tient à Leeds a, en conséquence, décidé de lever l'embargo, mais si le conflit des mineurs n'est pas réglé avant la fin du congrès, celui-ci examinera de nouvelles mesures pour soutenir les mineurs.

La situation des mineurs de Manchester n'est pas encore réglée. Le Comité exécutif a fait connaître au comité local qu'il maintenait les ordres envoyés.

Trois membres du Comité national exécutif ont été arrêtés à Manchester.

A Glasgow, de nouveaux renvois ont eu lieu parmi les cheminots, ce qui porte le total actuel des arrestations à 79.

La grève des dockers à Glasgow continue, les amateurs prétendant maintenir les briseurs de grève et les faire travailler sous la protection de l'armée.

Une grève du textile

Londres, 29 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — Dans l'industrie du textile, on prévoit une grève de un million et demi d'ouvriers pour résister à une réduction de salaires allant jusqu'à 6 shillings par livre.

LES TROUBLES D'ÉGYPTÉ

Alexandrie, 28 mai. — Les derniers chiffres publiés portent à 78 le nombre total des tués au cours des récents désordres. Parmi les victimes, se trouvent 54 indigènes, 2 copes, 3 Syriens, 3 Italiens, 1 Maltais, 1 Français et 14 Grecs. — (Havas.)

COMMUNISME et FÉMINISME

L'Exécutif de l'Internationale communiste a convoqué, en accord avec le sentiment international pour la propagande communiste parmi les femmes, la deuxième conférence internationale des femmes.

Les tâches de la conférence sont les suivantes :

a) L'extension de la propagande communiste parmi les femmes du monde entier.

b) La recherche des meilleures méthodes à employer dans ce but.

c) Faire comprendre au prolétariat féminin qui par suite du régime capitaliste et de la guerre mondiale a tant à souffrir du chômage et du désordre économique, que la dictature du prolétariat aboutissant au communisme mettra seule fin à leurs souffrances.

d) Créer dans chaque pays un centre du mouvement communiste féminin.

La première conférence internationale des femmes communistes qui se tint à Moscou en juillet de l'année dernière, en même temps que le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste a seulement jeté les grandes lignes de ce programme. Dans beaucoup de pays les femmes communistes n'ont constitué que de petits groupes. Cependant il est clair que de tous les partis politiques le parti communiste est le seul dont les femmes puissent attendre un appui efficace et décisif dans leur lutte pour la libération. Le mouvement féministe se développera seulement dans les masses ou le parti communiste aura étendu sa propre action.

Si claire que soit cette vérité elle n'est pas encore comprise par toutes les femmes. Beaucoup de nos sœurs sont encore chez les socialistes de droite, rattachées à la II<sup>e</sup> Internationale ou à l'Internationale deux et demie.

Cela tient à ce que le secrétariat international pour la propagande communiste parmi les femmes dont la création fut décidée en principe en 1920, n'a commencé à fonctionner qu'en novembre et par suite de diverses circonstances n'a pas pu donner à son action toute l'intensité désirable. Une des principales difficultés est la prolongation du blocus de la Russie.

Les travaux de la deuxième conférence doivent être un véritable point de départ. Il y a maintenant des partis communistes organisés dans tous les pays. La force croissante de l'Internationale a commencé à briser le blocus. Le courage héroïque de l'armée rouge a définitivement brisé l'espoir de vaincre la Révolution par les armes. La propagande communiste s'est étendue vers l'Orient. Les peuples qui étaient restés réfractaires à l'influence des Etats capitalistes mettent leurs espérances en la Russie des Soviets.

Et ce mouvement est si fort, que les femmes musulmanes qui étaient restées jusque-là en dehors de toute vie publique y participent désormais comme l'a prouvé leur récent congrès.

Toutes ces circonstances permettent d'espérer que la deuxième conférence internationale des femmes ouvrira une ère nouvelle pour le féminisme et pour le communisme.

Le gouvernement d'Angora fait des préparatifs militaires

Constantinople, 29 mai. — Suivant les dernières nouvelles d'Angora, les préparatifs militaires sont poussés très activement. Le Département de la Défense nationale consacre toute son attention à la question des transports et des fournitures de munitions. La production du matériel de guerre est portée à son maximum de rendement.

En revanche, la situation financière du gouvernement d'Angora n'est nullement brillante. L'Assemblée nationale a donné au gouvernement de très larges pouvoirs en vue de chercher un concours financier étranger, c'est-à-dire auprès de la Russie des Soviets qui aurait envoyé à Angora des lingots d'argent d'une vingtaine de millions de livres turques.

Angora aurait, dit-on, commencé à frapper de la monnaie.

Pour faire face aux dépenses urgentes de guerre, le gouvernement d'Angora a décidé l'utilisation de sa dernière réserve financière, soit 25 millions de livres turques.

Une spéculation intense sévit en Anatolie et est combattue par une campagne de presse. Un nouveau décret contre les spéculateurs est en élaboration. — (Havas.)

L'arrivée de Youssouf Kemal

Constantinople, 29 mai. — Les nouvelles d'Angora signalent l'arrivée de Youssouf Kemal bey, chef de la délégation kemaliste auprès des Soviets, qui a été élu par l'Assemblée nationale comme commissaire aux affaires étrangères dans le cabinet du général Fevzi pacha. — (Havas.)

ON CONTINUE A SE BATTRE EN SYRIE

Constantinople, 29 mai. — Le bulletin du 21, communiqué par l'Agence d'Anatolie annonce que des troubles assez sérieux seraient produits en Syrie, où des contingents français auraient été envoyés contre les tribus insurgées des régions de Demeir-Chouhour et de Djabel Etra.

L'insurrection continuerait dans la région de Delal et une certaine effervescence serait constatée au nord de Hama où le gare de Emirjidi aurait été incendiée.

Quand j'ai lu ça, je vous le jure, j'ai dû bordir cru qu'il s'agissait d'une plaisanterie. Pourquoi, me suis-je dit, les hommes donnent-ils leurs fils sans aucune garantie de les retrouver, sans intérêts, gratuitement, et pour l'honneur, alors qu'ils sont de telles conditions quand il s'agit de leur argent ?

Mais pourquoi donc l'Etat ne réquisitionne-t-il pas les billets de banque puis qu'il a tout autant besoin d'argent que de soldats ? Il n'a plus à doter de l'esprit de sacrifice des citoyens ; ils donnent leur sang sans marchander, que diable !

(A suivre.)

LA LOI D'AMNISTIE

29 AVRIL - 1<sup>er</sup> MAI 1921 mise à la portée de tous par Pierre GABRIEL. Avocat à la Cour d'Appel Rédacteur à l'Humanité Une brochure 125. Franco 1 40

En vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

PIERRE KROPOTKINE

AUTOUR D'UNE VIE

2 volumes à 5 francs ..... 10 0 Franco ..... 10 75

En vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris

La situation économique et la Grèce

En affirmant que la crise générale issue de la guerre sévit partout et dans tous les domaines, nous ne prétendons nullement constater un fait nouveau et les organes du prolétariat mondial sont remplis depuis l'armistice d'exemples et de commentaires sur l'ouverture de la période révolutionnaire. Mais quand on examine la situation des petits pays qui ont participé à la turie, on constate que même dans les Etats où le capitalisme et l'industrialisme n'ont pas encore des fondements solides, la crise générale sévit avec la même acuité.

La Grèce, avant et pendant la guerre, n'avait à montrer qu'une activité presque insignifiante en comparaison des grands Etats. La position géographique du pays, le mode de la vie nationale et le peu de temps écoulé depuis la résurrection de la Grèce moderne ont empêché la naissance et la formation d'une puissante vie industrielle. Toutefois, depuis quelques années, la Grèce est entrée dans le cercle du capitalisme. On avait commencé, timidement, à exploiter les richesses naturelles du pays, le petit commerce — spécialité nationale — cédait de plus en plus la place au gros commerce et l'artisan à l'industrie.

Mais, avant 1912, cette renaissance économique du pays n'était rien à côté de la fermentation qui a succédé aux guerres balkaniques et à la guerre mondiale.

Malgré le caractère rudimentaire des statistiques, on sait que depuis quarante ans la grande industrie a sextuplé.

De 22, le total des entreprises industrielles est monté à 120, d'après une étude remarquable publiée par notre camarade G. Georgiades, dans la Revue Communiste d'Athènes, l'organe théorique du P.S.O. grec.

Dans tout le pays les entreprises industrielles dépassent l'effectif de 2.250 tандis que leur valeur relative est de 269.363.635 francs.

La navigation commerciale a pris un large essor, ce qu'atteste le bullement des établissements bancaires. Le capital social des banques dépasse 204 millions en ce pays. Il importe de noter aussi que le capital employé dans tous les domaines de la vie capitaliste dépasse 800 millions. Malgré la guerre, le commerce extérieur a été florissant jusqu'en 1919, mais la crise qui s'est déchaînée sur tous les pays pendant la période immédiate postérieure a eu une ample répercussion en Grèce. Les événements politiques de ces derniers temps ont venus l'aggraver. Le nombre de chômeurs ouvriers et travailleurs de toute sorte dépasse les deux cinquièmes. La statistique officielle, très mal organisée d'ailleurs, s'abstient prudemment de donner des chiffres précis. La misère du peuple atteint au dénuement, l'émigration des événements tragiques de Volos (capitale de Thessalie) où le peuple affamé a failli renverser les autorités pour la question du pain !

Mais il y a plus. L'écroulement du château de cartes financier de Venizelos est accompli depuis quelques jours. La baisse de la drachme n'a eu d'égal en rapidité que celle du rouble tsariste. La semaine dernière, l'Assemblée nationale d'Athènes a été le théâtre de discussions fort instructives sur la débacle financière.

Malgré les assurances optimistes données récemment au journal Anatoli d'Athènes par le gouverneur de la Banque Nationale de Grèce, M. Maximos, un des meilleurs financiers et économistes bourgeois de la Grèce moderne, M. A. Evxtaxi nous a révélé le vrai tableau de l'état financier. La dette publique dépasse 6 milliards, le papier-monnaie monte de deux milliards et demi et les importations annuelles dépassent les exportations d'un milliard et demi.

Cet ancien ministre n'a pas hésité à déclarer à l'Eleftheros Typos d'Athènes, que le pays est menacé d'une débacle financière complète, ce que déterminera — a-t-il ajouté — le maintien du blocus financier de la Grèce. Comme le remarque très judicieusement le Rizospastis — le quotidien de nos amis Grecs — M. Evxtaxi n'a pas osé compléter sa pensée et dire que la continuation de la guerre et de la politique insensée du gouvernement, est un des plus graves facteurs de la catastrophe qui approche.

La bourgeoisie grecque chemine à pas rapides vers son effondrement.

Démètre POURNARAS.

